



Syndicat National de l'Éducation Physique de l'Enseignement Public
Section Académique de Lille

À Lille, le 12 avril 2021

Madame Le Recteur,

Objet : Décision inacceptable pour nombre d'étudiants en formation à l'Université Polytechnique Haut de France (UPHF) de Valenciennes

Madame le Recteur,

Nous nous sommes entretenus sur la situation alarmante d'un grand nombre d'étudiant.es actuellement en Licence 3 à l'UPHF, ainsi que ceux qui ont intégré les niveaux L1 et L2. Se destinant aux métiers de l'enseignement et souhaitant intégrer un Master MEEF EPS à la rentrée 2021, ils et elles risquent de voir leur avenir et projet de formation annihilés.

En effet, le relevé de conclusions du groupe de travail « Devenir des masters MEEF au sein de l'UPHF », du 23/03, indique : « ... les propositions de fermeture, formulées le 23/03, après échanges avec les collègues, sont :

- par la direction de l'INSA HDF, le master MEEF EPS et le master MEEF Maths,
- par la direction de l'ISH, le master MEEF Arts Plastiques (avec la date fermeture proposée à rediscuter). »

Le document précise aussi : « Il est préférable que les décisions de fermeture soient effectives dès la rentrée 2021 pour les M1 concernés. Il est en effet inutile de s'investir dans de nouvelles maquettes et de nouveaux modes de fonctionnement en sachant que ce ne serait que pour un an. ».

Ces décisions seraient fondées sur le manque récurrent de moyens humains d'enseignement et l'insuffisance d'attribution budgétaire entre l'université de Lille, son INSPE et l'UPHF. Mais elles sont inacceptables, indécentes, violentes et s'ajoutent au contexte sanitaire déjà très compliqué et difficile pour les étudiant.es.

Décisions inacceptables sur la méthode : les étudiant.es, par la voix de leurs représentants, ne sont pas associé.es aux discussions, alors que ces fermetures mettraient « sur le carreau » nombre d'entre eux. De même les enseignant.es concerné.es par ces masters MEEF, en particulier en STAPS, n'ont pas été consulté.es... Cela va à l'encontre de la démocratie universitaire.

Décisions inacceptables sur le fond : aucune perspective sérieuse n'est proposée pour permettre aux étudiant.es de poursuivre leurs études en lien avec leurs choix professionnels (MEEF), y compris sur les autres universités et INSPE de la région. Des solutions de reclassement, si elles étaient envisagées, devraient de plus prendre en compte les conséquences financières (frais engendrés) et permettre que tous et toutes soient repris.es.

C'est plus de 130 étudiant.es à minima en STAPS qui seraient touché.es par la fermeture du MEEF 1 EPS : 80 étudiant.es inscrit.es cette année en L3 Éducation Motricité (mention EM) auxquels s'ajoutent les futur.es redoublant.es M1 EPS.

Si ces décisions étaient maintenues, cela aurait par ailleurs un impact négatif pour la filière STAPS à Valenciennes, ce qui serait préjudiciable au rayonnement du sport dans le Sud du Département et irait à l'encontre des objectifs de l'UPHF, université « de proximité ».

Tous les indicateurs sociaux, niveau de vie, emplois et économiques sont déjà au plus bas dans cette partie du sud-est de la Région Hauts de France, ne pas donner la chance de poursuite d'études et de qualification pour nos jeunes serait encore un frein à l'amélioration de leur avenir.

Au nom de l'équité de l'offre de formation sur tout le territoire, il serait désastreux de supprimer de la carte ces filières plébiscitées en nombre par les étudiants du sud du département dont l'accès aux logements universitaires, jobs étudiants et carte de formation pléthorique est déjà plus difficile que dans le reste de l'académie.

Pourquoi accentuer l'inégalité territoriale pour nos jeunes ? La côte avec l'ULCO (Université du Littoral), la région Lilloise avec la Faculté FSSEP de Ronchin, la région d'Arras pour le Pas De Calais avec l'Université d'Artois proposent la formation MASTER EPS, le parent pauvre de la Région qu'est le sud du Département du Nord devrait subir de nouveau une coupe sombre pour la formation de nos jeunes, cela est inadmissible...

Nous ne voulons pas laisser cette situation en l'état.

Nous vous demandons solennellement des solutions, des moyens humains et budgétaires pour que ces formations se poursuivent et soient pérennisées pour ceux qui rentreront à l'UPHF à la rentrée 2021. Les étudiant-es, richesse de notre pays, ne peuvent faire « les frais » de ces choix budgétaires.

Cette exigence est plus que légitime au regard de la dégradation constante des conditions de travail et de la qualité de la formation délivrée aux étudiant-es. Le contexte sanitaire et pandémique depuis mars 2020 n'a fait qu'ajouter et amplifier déjà le manque de moyens. Par ailleurs, face aux besoins de recrutement que nous connaissons, la demande des jeunes s'orientant vers les masters MEEF et l'enseignement doit être satisfaite.

Notre conclusion reste la même : l'enseignement supérieur ne pourra répondre à la nécessaire élévation du niveau de formation et de qualification des jeunes sans que les moyens suffisants à cette ambition lui soient donnés. Une autonomie sans solidarité du ministère et un affichage politique sans moyens constituent inévitablement des impasses.

Dans l'attente, nous vous prions de croire, Madame le Recteur, à l'expression de notre considération distinguée.



Emilie Jankowiak
Secrétaire académique SNEP-FSU Lille